

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1909.

Projet de loi ajournant à 1910 les élections pour les conseils de prud'hommes (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Les opérations électorales relatives à la désignation des membres des conseils de prud'hommes sont régies par des dispositions nombreuses, compliquées, enchevêtrées, et qu'il serait assurément souhaitable de voir remanier dans une pensée d'ensemble et de concordance avec les autres textes qui règlent les matières analogues.

Mais ce n'est pas l'objet de la présente loi.

Il ne peut être question d'aborder ici ce chapitre de réformes.

Les prud'hommes et leurs suppléants sont renouvelés par moitié tous les trois ans (loi du 31 juillet 1889, art. 65, al. 1).

Les élections doivent avoir lieu au mois de mars. Cette époque a été fixée par l'article 2 de la loi du 20 novembre 1896, dérogeant sur ce point à l'article 65, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 juillet 1889.

Il appartient au gouverneur de fixer, d'accord avec les administrations des communes sièges des conseils, le jour de l'élection, pourvu que celle-ci soit comprise dans la période du mois de mars.

Vingt jours, au moins, avant celui de l'élection le président du bureau principal doit publier un avis fixant les jours, lieux et heures auxquels il recevra les présentations des candidats et les désignations des témoins.

La législature a été saisie d'un projet de loi modifiant la compétence des conseils de prud'hommes. Il se trouve en ce moment soumis aux délibérations du Sénat.

(1) Projet de loi, n° 97.

(2) La Commission était composée de MM. Heyen, président, Borboux, Delpor (Antoine), Lambillotte, Lefèbvre, Polet et Wauwermans.

Le projet de loi actuel a pour objet d'ajourner à 1910 les opérations électorales qui devraient — à défaut d'une disposition législative expresse — commencer d'ici fort peu de jours. Et comme conséquence nécessaire, il doit entraîner la prolongation du mandat des conseillers actuellement en fonctions.

La disposition transitoire, insérée dans le projet de loi voté par la Chambre le 10 février 1909 (art. 4), prévoit : « La mise en vigueur de la présente » loi sera réglée par arrêté royal en ce qui concerne les conseils de prud' » hommes actuellement existants.

» A cette fin, le Roi pourra modifier la durée des mandats des prud' » hommes et déroger aux règles ordinaires relatives aux dates et délais » prescrits pour la formation des listes et des élections. »

La mise en vigueur de la loi nouvelle suppose, évidemment, la dissolution des conseils de prud'hommes et leur renouvellement intégral. De nouveaux éléments seront introduits dans les conseils; le mode de votation sera profondément modifié. Il serait inadmissible que des conseillers élus dans des scrutins régis par des dispositions électorales différentes siègassent au même titre, les uns à côté des autres.

Et c'est précisément en prévision de cette dissolution, et de l'inutilité de procéder à des élections dont l'effet utile ne se prolongerait pas au delà d'un an, que le présent projet de loi a été présenté.

La disposition que nous avons rappelée permet au Roi de modifier la durée des mandats des prud'hommes qui s'étend au delà de cette période de mise en vigueur. Il n'a pas paru nécessaire, dès lors, d'insérer à ce sujet une disposition spéciale, par voie d'amendement, dans le présent projet.

Mais ne convient-il pas d'affirmer d'une façon expresse, non seulement qu'il ne sera pas procédé à des élections partielles au cours de la présente année, mais que les mandats expirant au cours du mois de mars prochain se trouvent prolongés : Aux termes de l'article 65 de la loi, les conseillers sont élus pour six ans, et cette durée du mandat est calculée à partir du jour de l'élection. (Circulaire ministérielle du 27 juillet 1865. Delcroix, *Comment.*, p. 74 n° 2.)

Sans doute, par application du principe que les pouvoirs publics ne peuvent cesser de fonctionner, on devrait décider que les membres de l'ancien conseil sont tenus de continuer leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs, mais il semble préférable d'éviter toute controverse.

Comme la disposition transitoire du projet soumis au Sénat n'aura pu être votée en temps utile et que le Gouvernement ne disposera pas, dès lors, des pouvoirs qu'elle devait lui attribuer, il paraît utile de suivre le précédent consacré dans l'article 1^{er} de la loi du 20 novembre 1896 lorsque la date des élections fut reportée de décembre à mars.

* * *

Les élections de 1910 se feront donc à telle date de l'année 1910 que l'arrêté royal prévu décrètera.

Il est à souhaiter que la date actuelle de mars puisse être maintenue. On se souviendra que le projet présenté en 1896 par M. Leger fixait la date de ces élections au mois de mai. La Commission estima qu'il convenait « de fixer » la date de l'élection plutôt au mois de mars qu'au mois de mai, parce « qu'à cette dernière époque un certain nombre d'ouvriers ont déjà quitté » leurs foyers pour aller travailler au dehors, et qu'il serait fâcheux aussi « bien de les priver en fait de leur droit électoral, que de leur imposer, » pour l'exercer, des déplacements et des frais ».

Ces élections se feront sur les listes dont la revision se poursuit actuellement, mais complétées.

Il semble préférable d'utiliser le travail entamé plutôt que de le recommencer tout entier, si l'on s'inspire du désir de procéder aux élections dans le premier trimestre de l'an prochain.

Le Gouvernement n'aura à décréter d'autres mesures que celles ayant trait à l'inscription sur les listes des citoyens appelés à l'électorat en vertu de la loi transmise au Sénat. Ils prendront place à côté de ceux dont le droit a déjà été reconnu et consacré.

C'est dans ces limites qu'il dérogera aux règles ordinaires relatives aux dates et délais prescrits pour la formation des listes.

Il paraît désirable de tenir compte dans la fixation de ces délais des difficultés et de la tâche considérable qu'entraîne la formation pour la première fois d'une liste de nouveaux électeurs.

Le projet de loi a été adopté à l'unanimité par votre Commission spéciale. Il y a lieu cependant d'y apporter les deux amendements suivants :

Ajouter un article 2 et un article 3 ainsi conçus :

ART. 2.

Les mandats des membres des conseils de prudhommes expirant en mars 1909 sont prorogés jusqu'à la date ci-dessus prévue pour le renouvellement des conseils.

ART. 3.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa promulgation.

Le rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Aan het ontwerp de volgende artikelen 2 en 3 toe te voegen :

ART. 2.

De mandaten der leden van de werkrechtersraden, in Maart 1909 eindigende, worden verlengd tot bovenstaanden datum, voor de vernieuwing der raden voorzien.

ART. 3.

Deze wet is verbindend den dag na hare afkondiging.

Le Président,
HEYNEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 FEBRUARI 1909.

Wetsontwerp waarbij de verkiezingen voor de werkrechtcraden worden verdaagd tot in 1910 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Talrijke, ingewikkelde verrichtingen gaan thans gepaard met de verkiezing van de leden der werkrechtcraden; het ware voorzeker wenschelijk ze om te werken, ten einde ze overeen te brengen met de andere teksten die dergelijke zaken regelen.

De aanhangige wet strekt evenwel niet daartoe.

Er kan geen sprake van zijn, die hervorming hier nader te behandelen.

De werkrechtcraden en hunne plaatsvervangers worden voor de helft vernieuwd om de drie jaren. (Wet van 31 Juli 1889, art. 65, 1^e lid.)

De verkiezingen moeten plaats grijpen in de maand Maart. Dit tijdstip werd bepaald bij artikel 2 der wet van 20 November 1896, op dat punt afwijkend van artikel 65, 1^e lid, der wet van 31 Juli 1889.

In gemeen overleg met de gemeenten waar de raden zijn gevestigd, bepaalt de gouverneur den dag der verkiezing, mits deze samenvalt met het tijdstip der maand Maart.

Ten minste twintig dagen vóór den datum der verkiezing, moet de voorzitter van het hoofdbureel een bericht afkondigen tot bepaling van de dagen, plaatsen en uur voor het ontvangen van de voorstelling der candidaten en van de aanwijzing der getuigen.

De Kamer behandelde een ontwerp van wet tot wijziging van de bevoegdheid der werkrechtcraden. Thans is het bij den Senaat aanhangig gemaakt.

(1) Wetsontwerp, n^o 97.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Heynen, voorzitter, Borboux, Delporte (Antoon), Lambillotte, Lefèbvre, Polet en Wauwermans.

Het onderhavige wetsontwerp strekt om de kiesverrichtingen die — bij gemis van eene uitdrukkelijke wetsbepaling — binnen weinige dagen moeten aanvangen, te verdagen tot in 1910. Als onvermijdelijk gevolg daarvan, moet het mandaat der thans aangestelde werkrechters verlengd worden.

De overgangsbepaling, opgenomen in het wetsontwerp dat de Kamer den 10^{en} Februari 1909 goedkeurde (art. 4), voorziet het volgende :

« Het van kracht worden van deze wet zal, wat de thans bestaande werk- » rechtersraden betreft, bij koninklijk besluit worden geregeld.

» Te dien einde mag de Koning den duur van het lidmaatschap der in be- » diening zijnde werkrechters wijzigen en afwijken van de gewone voor- » schriften betreffende de datums en termijnen bepaald voor het opmaken » der lijsten en voor de verkiezingen. »

Het in werking treden van de nieuwe wet onderstelt blijkbaar de ontbinding en algeheele vernieuwing van de werkrechtersraden. Er worden nieuwe bestanddeelen aan de werkrechtersraden toegevoegd ; de wijze van verkiezing wordt grondig veranderd. 't Zou niet passen dat raadsleden, verkozen volgens uiteenloopende bepalingen, naast elkander zitting hebben.

Met het oog op deze ontbinding, en gezien het nutteloos ware over te gaan tot verkiezingen die voor niet langer dan een jaar geldig zouden zijn, werd dit wetsontwerp overgelegd.

De hierboven aangehaalde bepaling veroorlooft den Koning, den duur te wijzigen van het mandaat der werkrechters, die den termijn overschrijdt, waarop de wet in werking treedt. Derhalve was het niet noodig, in dit ontwerp dienaangaande eene bijzondere bepaling, bij wijze van amendement, op te nemen.

Docht hoeft er niet uitdrukkelijk te worden bepaald, niet alleen dat er in den loop van dit jaar geene gedeeltelijke verkiezingen plaats hebben, maar ook dat de mandaten, in Maart aanstaande eindigend, verlengd zijn? Naar luid van artikel 65 der wet, worden de raadsleden verkozen voor zes jaren; de duur van dit mandaat vangt aan op den dag der verkiezing (Ministerieele omzendbrief, 27 Juli 1865. Delcroix, *Comment.*, blz. 74, n^o 2.)

Ongetwijfeld zou men, bij toepassing van het beginsel dat de werking van de aangestelde machten niet geschorst kan worden, moeten beslissen dat de leden van den vroegeren raad hun ambt voortzetten tot na de aanstelling van hunne opvolgers; toch schijnt het verkieslijk elke betwisting te vermijden.

Vermits de overgangsbepaling van het aan den Senaat onderworpen ontwerp niet intijds kan gestemd worden door den Senaat, en de Regeering dus niet bekleed is met de macht die deze bepaling haar moest toekennen, schijnt het raadzaam zich te houden aan het gebruik, bevestigd in artikel 4 der wet van 20 November 1896, toen de datum der verkiezingen werd verschoven van December tot Maart.

* * *

Derhalve geschieden de verkiezingen in 1910 op den datum van dat jaar die zal worden bepaald door het voorziene koninklijk besluit.

't Ware te wenschen dat de thans gevestigde datum van Maart kon

behouden worden. Men zal zich herinneren dat in het ontwerp, in 1896 overgelegd door den heer Leger, de datum dezer verkiezingen in de maand Mei was gesteld. Doch de Commissie oordeelde dat het raadzaam was « dien » datum in de maand Maart te stellen, liever dan in Mei, omdat in Mei vele » werklieden reeds buitenslands arbeiden en het jammer zou zijn hun feitelijk » het kiesrecht te onttrekken of hun, om het uit te oefenen, verplaatsing en » kosten op te leggen ».

De verkiezingen zullen geschieden volgens de thans herziene en aangevulde lijsten.

Het schijnt verkieslijk het aangevangen werk te benuttigen, veeleer dan het gansch te herbeginnen, zoo men verlangt dat de verkiezingen plaats hebben in het eerste kwartaal van toekomend jaar.

De Regeering heeft geene andere maatregelen te nemen dan betreffende het inschrijven van de kiesgerechtigden volgens de aan den Senaat overgemaakte wet. Zij zullen plaats nemen naast hen wier recht reeds erkend en bekrachtigd is.

Binnen deze grenzen wordt afgeweken van de gewone regelen betreffende de datums en termijnen, bepaald voor het opmaken van de kiezerslijsten.

Ook ware het wenschelijk dat er, bij de bepaling van die termijnen, rekening werd gehouden met de bezwaren en met de aanzienlijke taak verbonden aan het opmaken van de eerste lijst der nieuwe kiezers.

Het wetsontwerp werd eenparig goedgekeurd door uwe bijzondere Commissie. Toch dienen daarin de twee volgende wijzigingen gebracht te worden :

Ajouter un article 2 et un article 3 ainsi conçus :

ART. 2.

Les mandats des membres des conseils de prudhommes expirant en mars 1909 sont prorogés jusqu'à la date ci-dessus prévue pour le renouvellement des conseils.

ART. 3.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa promulgation.

Aan het ontwerp de volgende artikelen 2 en 3 toe te voegen :

ART. 2.

De mandaten der leden van de werkrechtcraden, in Maart 1909 eindigende, worden verlengd tot bovenstaanden datum, voor de vernieuwing der raden voorzien.

ART. 3.

Deze wet is verbindend den dag na hare afkondiging.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
HEYNEN.